



Les centristes veulent marquer leur différence

Les parlementaires centristes entendent « peser davantage » dans les débats. « Le temps est au travail », a martelé François Sauvadet, jugeant qu'Hervé Morin parle « trop » de 2012.

Comme Hervé Morin, François Sauvadet a « mal vécu » le « concours Lépine » sur les questions sécuritaires et la stigmatisation des Roms. Mais le chef de file des députés Nouveau Centre n'a pas non plus apprécié les efforts déployés par le président du parti pour défendre sa candidature à l'Élysée en 2012. Après avoir boudé l'université d'été de sa formation politique, François Sauvadet a haussé hier le ton. « *La présidentielle, on en parle trop et trop tôt* », a-t-il tranché à l'issue d'un séminaire de rentrée des parlementaires centristes. Et le président du Conseil général de la Côte-d'Or d'insister : « *La différence n'est pas une quête. La différence ça s'assume dans la proposition [...]. Aujourd'hui, le temps est au travail, à l'action. Les Français attendent de nous des réponses.* » Un discours très apprécié du sénateur Jean Arthuis, qui, à la tête de l'Alliance centriste, rêve de rassembler une « famille » éclatée : « *On ne s'autodésigne pas candidat des centristes.* »

« Peser davantage » sur les débats
A une semaine de la session extraordinaire du Parlement, les centristes ont martelé hier leur intention de « peser davantage » sur les débats, mais « dans un esprit de responsabilité ». Autrement dit : de marquer leurs différences sans franchir la ligne rouge. Ils promettent de batailler lors de la réforme des retraites pour s'assurer que la pénibilité est bien prise en compte, défendre les carrières longues et



Hervé Morin et François Sauvadet.

les « mamans », ouvrir la voie à « l'objectif » d'une retraite par points. Ils veulent remonter au créneau pour demander l'abrogation du bouclier fiscal et de l'ISF, et la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu. Les sénateurs centristes, eux, se sont dits « très réservés » sur la loi Loppsi 2 sur la sécurité intérieure, se demandant s'il s'agit d'un « apport » nécessaire.

Ce faisant, les élus centristes espèrent imprégner l'opinion, eux qui ont depuis trois ans toutes les peines à se faire entendre. Notamment à l'Assemblée, où l'UMP dispose de la majorité absolue. « *Nous n'avons pas été assez entendus* », a regretté François Sauvadet. Même Hervé Morin, à la tête d'un grand ministère, la Défense, souffre d'un déficit de visibilité et même de crédibilité, avec de 1 à 2 % des intentions de vote à la présidentielle. Les sondages inquiètent les élus, qui se demandent si une candidature de témoignage en 2012 vaut la peine d'un bras de fer avec l'UMP. Et de risquer de perdre leurs sièges aux législatives.

PIERRE-ALAIN FURBURY



Les centristes veulent durcir la réforme des retraites

Les parlementaires centristes considèrent qu'ils « *n'ont pas été suffisamment entendus* » jusque-là et entendent « *peser sur les débats* », notamment lors de l'examen de la réforme des retraites, a déclaré mardi François Sauvadet, président des députés Nouveau Centre (NC). Il faut « *tendre vers un régime unique et une mise en extinction des régimes spéciaux* », a estimé François Sauvadet. « *La réforme des retraites n'est pas à la hauteur des enjeux* », a renchéri le président des sénateurs centristes Nicolas About. De son côté, le sénateur Jean Arthuis a déclaré que « *le compte n'y est pas* », « *l'objectif* » étant « *la retraite à points* ».



Retraites, burqa, sécurité, immigration : menu de septembre chargé au Parlement (PAPIER GENERAL)

PARIS, 31 août 2010 (AFP) - Réforme des retraites, interdiction de la burqa, sécurité, immigration, collectivités... le menu très chargé de la session extraordinaire du Parlement, qui débute mardi 7 septembre, promet de vraies joutes gauche-droite mais aussi des débats intenses au sein de la droite.

L'Assemblée nationale ouvrira le bal avec l'examen du texte présenté par la majorité comme l'une des réformes majeures du quinquennat, celle des retraites. Le même jour, les syndicats, unis pour l'occasion, entendent mobiliser très largement contre le texte.

Après des débats estivaux agités en commission, l'atmosphère promet d'être encore plus électrique dans l'hémicycle sur la réforme elle-même comme sur les suites de l'affaire Bettencourt dans laquelle Eric Woerth (Travail), qui porte le projet, est toujours englué.

Si le gouvernement est prêt à quelques concessions, notamment sur la pénibilité au travail, pas question pour lui de céder un pouce sur le cœur de la réforme : le relèvement de l'âge légal du départ en retraite de 60 à 62 ans à l'horizon 2018.

Les débats dureront une semaine, le vote solennel devant avoir lieu le 15 septembre. La gauche, qui dénonce un "débat bâclé" et une durée de discussion "peu démocratique", entend "mettre en scène" ses propositions à cette occasion.

Dans la majorité aussi, des voix se font entendre, côté centriste, pour juger que ce texte "n'est pas à la hauteur des enjeux".

Les sénateurs reprendront, eux, le chemin du Palais du Luxembourg pour examiner le projet de loi d'orientation et de programmation de la performance de la sécurité intérieure (Loppsi 2).

Déjà voté à l'Assemblée, ce texte -le 17e sur la sécurité depuis 2002- fera l'objet de nouveaux amendements pour traduire les propositions sécuritaires du président Nicolas Sarkozy lors de son discours de Grenoble : extension du port du bracelet électronique, imposition de peines plancher pour les violences aggravées, peines incompressibles pour les assassins de représentants de l'autorité publique...

Outre les critiques de la gauche, les débats ne seront pas de tout repos à droite, certains voulant aller plus loin encore, alors que d'autres, à l'inverse, dénoncent la "dérive droitière" de l'UMP. François Sauvadet (Nouveau Centre) plaide même pour "une pause" législative sur la sécurité.

L'examen du texte sur l'immigration, fin septembre à l'Assemblée, devrait être tout aussi houleux avec la controverse sur les expulsions de Roms et le débat sur la réforme de la déchéance de nationalité, qui révèle là aussi des fractures au sein de la droite voire même du gouvernement.

Si le patron des députés UMP Jean-François Copé est monté au créneau mardi pour soutenir le chef de l'État sur les expulsions, il se montre ainsi "beaucoup plus circonspect" sur la déchéance de nationalité, au regard du droit notamment.

La situation s'annonce délicate aussi pour le gouvernement sur la réforme des collectivités, qui revient en deuxième lecture à l'Assemblée le 16. Le texte est sorti en lambeaux de son examen au Sénat, les centristes faisant rejeter le mode d'élection du futur conseiller territorial.

Dans ce climat délétère à droite, le projet de loi interdisant le port du voile intégral, débattu le 14 au Sénat, s'annonce plus apaisé. Malgré ses réserves, notamment sur le caractère constitutionnel d'une telle mesure au regard du droit français et européen, la gauche ne votera pas contre le texte.



N° et Date de parution : 100831 - 31/08/2010

Periodicité : Quotidien

153279-01-03.pdf

Copyright : Afp

frd/aml/mad/sd

AFP 311824 AUG 10



Rentrée parlementaire: les centristes veulent "peser davantage sur les débats"

PARIS, 31 août 2010 (AFP) - Les parlementaires centristes considèrent qu'ils "n'ont pas été suffisamment entendus" jusque-là et entendent "peser sur les débats", notamment lors de l'examen de la réforme des retraites, a déclaré mardi François Sauvadet, président des députés Nouveau centre (NC).

Cette réforme, "certes nécessaire", "n'est qu'une étape" et il faut "tendre vers un régime unique et une mise en extinction des régimes spéciaux", a estimé M. Sauvadet en rendant compte du séminaire de rentrée des groupes NC à l'Assemblée et Union centriste au Sénat.

"La réforme des retraites n'est pas à la hauteur des enjeux", a renchéri le patron des sénateurs centristes Nicolas About.

Les deux parlementaires ont indiqué que les centristes entendaient "ne pas revenir sur les acquis des carrières longues" et "prendre en compte la pénibilité". Nicolas About a remarqué que les retraites des "mamans" étaient "au coeur de leurs préoccupations".

De son côté, le sénateur Jean Arthuis a déclaré que "dans le projet qui nous est soumis, le compte n'y est pas", faisant valoir que "l'objectif fondamental" des centristes était "la retraite à points".

En ce qui concerne la loi Loppsi 2 (sécurité), votée par les députés au cours de la précédente session mais qui doit être soumise aux sénateurs la semaine prochaine, Nicolas About a indiqué que son groupe était "très réservé". "Est-ce un apport ou est-ce que ce ne sont que des dispositions qui s'ajoutent à d'autres ?", s'est-il interrogé.

M. Arthuis a pour sa part jugé qu'"il y avait suffisamment de dispositions sécuritaires", ajoutant les Français avaient besoin "d'apaisement".

aml/frd/pa/phb

AFP 311558 AUG 10



Sécurité: le patron des députés centristes appelle l'UMP à garder son calme

PARIS, 31 août 2010 (AFP) - Le patron des députés Nouveau centre (NC) François Sauvadet a exprimé mardi son malaise face à la surenchère sécuritaire et à "l'hypermédiatisation du dossier des Roms", appelant l'UMP à "garder son calme" et le gouvernement à faire "une pause" législative sur la sécurité.

"J'ai mal vécu cet été la course à l'échalotte ou le concours Lépine de celui qui apporterait la mesure la plus sécuritaire", a confié à la presse de président du groupe centriste à l'Assemblée nationale.

"J'ai également mal vécu l'hypermédiatisation de l'épisode Roms qui a donné le sentiment que l'on désignait tel ou tel comme étant responsable de tous nos maux", a-t-il ajouté.

"Je dis oui à la fermeté à l'égard de la délinquance, mais je dis aussi oui à l'humanisme. Qu'on arrête d'en rajouter des couches chaque semaine comme si l'arsenal pénal allait apporter à lui seul une réponse à un problème de société", a lancé M. Sauvadet à l'issue d'un séminaire de rentrée des députés et sénateurs centristes au Sénat.

"Je dis à l'UMP +gardez votre calme+ (...) de grâce, ne nous livrons pas à une course qui nous mènera à des impasses. Si l'arsenal pénal suffisait à lui seul à résoudre un certain nombre de difficultés, cela fait longtemps qu'on aurait fait diminuer de manière plus forte la délinquance. Donc, on voit bien que cela ne suffit pas", a-t-il expliqué.

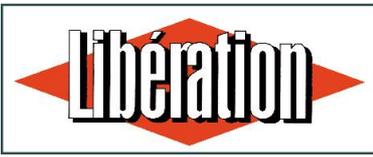
Pour François Sauvadet, il faut commencer par "s'assurer que les lois votées ces trois dernières années contre les phénomènes de bandes s'appliquent".

Le président de la commission des finances du Sénat, Jean Arthuis (Alliance centriste) a également appelé les parlementaires centristes "à veiller à ne pas (se) laisser prendre à la surenchère et au harcèlement législatif".

"La multiplication des textes, notamment sur la sécurité, risque d'apparaître bientôt comme un aveu d'impuissance", a fait valoir M. Arthuis.

pr/pa/phb

AFP 311610 AUG 10



N° et date de parution : 9108 - 25/08/2010
Diffusion : 134789 Page : 4
Périodicité : Quotidien Taille : 100 %
LIBE_9108_4_3.pdf 87 cm2
Site Web : www.liberation.com

A droite, la charge des vieux sages

Juppé, puis Villepin et enfin Raffarin : une fois de plus, Sarkozy est contesté, de l'intérieur, par la polyphonie des anciens Premiers ministres de Chirac. Jean-Pierre Raffarin a dénoncé hier la «*dérive droite*» de l'UMP sur la sécurité. Au nom des «*valeurs de l'humanisme*», le sénateur picto-charnais rappelle qu'«*on ne peut pas désigner une personne par son origine*». Tout en faisant mine d'exclure le chef de l'Etat du champ de sa critique, il critique les «*propositions absurdes*» comme «*celles qui consistent à mettre les parents en prison*» ou à «*sanctionner les maires*» accusés de ne pas assurer la sécurité dans leur ville. Alors que se précise, pour 2012, la menace de dissidence du Nouveau Centre, des villepinistes et de Christine Boutin, Nicolas Sarkozy va vite devoir donner des gages aux centristes de l'UMP.

A.A.